

Bibliographie

L. Cordonnier (2010), "La rigueur qu'il nous faut", *Le Monde Diplomatique*, Septembre

R. Balassa, (1961). *The theory of economic integration*, Allen and Unwin, Londres, p.. 772 , F.Ferroux, L''*Europe sans rivages*, PUF, Paris

G. Myrdal, (1956), *Une économie internationale*, traduction française PUF, Paris 1958

M. Byé, (1965), *Problèmes économiques européens*, éd. par G.D. de Bernis , Cujas, Paris 1970

R. A. Pariaty (2010), « Economie Zone Euro: de la convergence à l'éclatement », *Alternatives Economiques*, no 295, Octobre

Cotta (2011), *Le règne des oligarchies*, Editions Plon, Paris

M. Negreponi-Delivanis (2004), *Le sort de l'euro après l'enterrement du Pacte de Stabilité*, Editions de la Fondation Delivanis et de komilia Sfakianaki, Thessalonique (en grec).

au nord et au sud de l'Europe. L'endettement au sud affaiblit l'euro qui a perdu son statut de valeur sûre, et c'est pourquoi on assiste à d'énormes fuites de la devise, du sud vers le nord de l'Europe, où le risque de perte, contrairement à celui du nord est inexistant. C'est encore une évolution dangereuse pour la monnaie unique européenne, qui n'avait pas été envisagée par ses créateurs.

Arrivant au terme de ce rapport, je tiens à souligner qu'il est important pour l'ensemble des économies européennes, et surtout pour celles qui sont les moins avancées, de planifier leurs démarches futures, tout en prenant en considération l'éventualité d'une dissolution de la zone euro. Il est, en effet, nécessaire de nous préparer, tous, à des transformations radicales de l'UE et de la zone euro. Il se peut que sous une forme nouvelle, l'Europe se séparerait du sud, et alors, les sacrifices auxquels nous sommes astreints ne seront pas récompensés. Pourtant, entre temps, le risque est grand de tout perdre dans cet environnement d'austérité au long cours qui tente de contrôler les déficits et les dettes. D'autre part, les mouvements de révolte généralisée au Moyen-Orient rendent l'avenir non seulement très incertain, mais aussi menaçant où les certitudes du passé peuvent ne pas avoir leur place. Alors dans ce nouveau contexte européen et mondial, les économies les moins avancées de l'Europe et notamment la Grèce, qui est dans une position des plus difficiles, devraient dessiner leur stratégie en essayant d'y incorporer les deux messages suivants, quoique controversés : a) La Grèce, et probablement aussi l'ensemble de l'Europe du sud ne serait pas dans cette situation si elle était restée en dehors de la zone euro et b) Même si un tout petit pays décide d'abandonner la zone euro, les conséquences seraient imprévisibles »¹ et donc « il ne faut pas laisser se perdre l'occasion historique d'une Europe unie »².

¹ D'après la déclaration du Ministre des Finances Allemand M. Schäuble

² B.J. Baring (2010), "Berlin underlines commitment to euro", *International Herald Tribune*, 13.12

ses promesses. Il s'avère que le problème principal de l'UE-zone euro est le manque d'inspiration.

E. Vers une dissolution de l'UE-zone euro

Il est douloureux de constater que les économies qui sont restées en dehors de la zone euro, comme par exemple la Tchéquie et la Pologne, ont globalement subi moins de dégâts au moment de la grande crise économique de 2007, surtout parce qu'elles ont eu la possibilité de dévaluer leur monnaie. Mais on voit aussi que l'Islande, après sa faillite, s'est mieux tirée d'affaire que l'Irlande. La satisfaction de la Grande-Bretagne est d'ailleurs manifeste quant à la relativement bonne situation de son économie, ayant eu la sagesse de rester en dehors de la zone euro. C'est d'ailleurs pourquoi les pays de l'Europe Orientale ont développé un fort euroscepticisme, qui s'exprime par la remarque suivante du Gouverneur de la banque centrale de Pologne Marek Belka : « Il est plus dangereux d'être à l'intérieur de la zone euro qu'en dehors »¹.

La crise de 2007, mais surtout la crise de l'endettement de l'Europe du sud a rendu possible l'impensable, soit la dissolution de la zone euro². Il est vrai que pour le moment, seul un petit nombre d'économistes, qui s'élargit cependant, considère probable une telle évolution, d'après les résultats d'un sondage récent de Morgan Stanley³. Pourtant, à la suite de l'approfondissement de la catastrophe dont l'Europe du sud est victime, la problématique s'anime et rien n'est exclu. En dehors du « fantôme de Deauville », une autre menace, particulièrement grave, vient d'émerger et guette l'euro. Une menace qui fait revivre la vieille loi de Gresham selon laquelle la mauvaise monnaie chasse la bonne. Il s'agit, en effet, du paradoxe qui fait que la monnaie unique européenne n'a pas la même valeur

¹ R. Spaffi « Si l'Europe tourne le dos à l'euro » (2011) *Kathimerini* 08.01

² H. J. Basing (2010), "Euro's end: The unthinkable becomes plausible", *Antarctica/ Herald Tribune*, 18.11

³ 9/2010

ont aminé son importance sur la scène internationale. Par exemple, il aura fallu à l'Europe un certain temps, au moment de la grande crise économique de 2007, avant de se redresser, se présentant ainsi comme la région du monde la plus problématique. C'est en Europe encore que l'on peut parler d'un nouvel indice de misère calculé en additionnant le pourcentage de la dette publique dans le PIB à celui du chômage. Cet indice, élaboré par *Moody's* aboutit à la conclusion que les économies ayant une somme supérieure à 15 ont un besoin urgent de stimulants de développement, mais qu'ils ne sont pas en mesure de les appliquer¹. La Grèce, le sud de l'Europe mais aussi l'UE dans son ensemble, appartiennent à cette catégorie, sauf à la rigueur l'Allemagne et la Tchéquie. Cette très malheureuse évolution est visible dans le fait que pour la première fois dans l'histoire économique contemporaine, les bonds du trésor européens sont moins sûrs que ceux des pays émergents tels que la Bulgarie, la Lituanie et le Kazakhstan². C'est pourquoi l'Europe semble difficilement sauvable si elle ne se lance pas dans une série de mesures drastiques et surtout si elle ne se décide pas à abandonner sa politique fantasque néolibérale. Le scénario le plus probable pour l'Europe actuelle est son absence de facto des centres du monde, où les décisions importantes sont prises, et la perte graduelle de son influence sur la scène internationale.

Sur la base de cette décadence européenne un récent rapport des EU³ reconnaît que l'Amérique est en quête de nouveaux alliés, car l'Europe divisée ne l'intéresse plus.

C'est dur... mais il nous faut bien reconnaître que la création de l'UE, qui représentait les rêves de nombreuses générations du passé, n'a pas pu tenir

¹ Voir F. Norris (2009), "Traquing the journey to misery", *International Herald Tribune*, 19-20.12

² Données du marché de CMA-Bentley

³ B1. S. Castle (2010), "EU notes a distancing in American foreign policy", *International Herald Tribune* 17.12

leurs particularités et leurs structures propres. Dans ce but l'Allemagne impose à tous les membres de la zone euro des réformes rigoureuses, à commencer par des restrictions de salaires qui devaient suivre la productivité¹ et non plus l'inflation. Or, qui en dehors d'elle-même, peut affirmer que l'Allemagne doit sa réussite aux bas salaires, qui sont par ailleurs plus élevés qu'en France. Par contre, l'Allemagne doit sa réussite, semble-t-il, à d'autres facteurs tels que le financement élevé de la recherche et du développement (R&D) du secteur privé, au fait qu'elle produit des biens demandés par les pays émergents et à la faible protection de ses entreprises publiques. Il est donc difficile d'admettre que le modèle allemand soit une réussite, étant donné qu'il a atteint un rythme de croissance peu élevé, que l'investissement stagne, que les inégalités sociales sont flagrantes, que le taux de chômage est élevé et que l'Etat Providence² a été réduit à une peau de chagrin.

Mais même si l'ensemble des pays-membres copie le modèle de développement allemand, même si tous arrivent à augmenter leurs exportations, ils auront pourtant une croissance anémique³. De toute façon, avec un tel modèle, l'UE devrait faire le deuil de son capitalisme à visage humain pour adopter l'une des plus cruelles versions du capitalisme. L'ironie est qu'en même temps Barack Obama essaye de développer la dimension sociale de l'Amérique.

C. L'affaiblissement de l'influence internationale de l'UE

La triste vérité est que l'endettement de l'Europe a mis en lumière ses faiblesses intrinsèques. En dehors de son incapacité à prendre rapidement des décisions face à des problèmes cruciaux, une série d'autres problèmes

¹ Une dimension évidemment très difficilement mesurable

² Ibidem

³ Voir Gu. Duval(2011), "Peut-il imiter l'Allemagne?" *Alternatives Économiques*, No 300, Mars

Ainsi, la dichotomie officielle prévoyait-elle que les 27 devraient se diviser en deux groupes : le premier, qui serait le plus puissant, comprendrait 17 membres, et l'autre 10¹. Le premier groupe serait administré par l'Allemagne mais aussi par la France, avec une main de fer, de façon à éviter endettement et déficits, et continuera à jouir de l'euro ; les membres du second groupe se battront constamment pour appliquer la politique européenne mais ils auront une plus grande liberté d'action, ils pourront choisir la stratégie de développement qui leur convient le plus ; ils retourneront très probablement à leur monnaie nationale. Il va sans dire que ces 10 membres du second groupe européen n'auront plus le droit d'emprunter en cas de risque de faillite et devront contrôler leur taux d'intérêt.

Tout n'est pas perdu, et le sud européen est probablement encore sauvable, mais cela dépend de l'Allemagne². Effectivement, si elle acceptait la création des euro-bonds, si elle se montrait disposée à imposer un vrai contrôle des activités bancaires et si elle ne soutenait pas ce qui est connu comme le « fantôme de Deauville », soit la participation des investisseurs privés à la faillite des Etats.

B. La réforme de l'UE en Etats-Unis d'Allemagne

Le second scénario se montre à travers le nouveau Pacte de Compétitivité introduit, mais pas encore adopté, par l'Allemagne. Il se présente comme un Pacte pour l'euro, mais en réalité sa création ne sert réellement que l'Allemagne. Ce Pacte vise à uniformiser l'ensemble des pays membres, qui devraient s'efforcer de s'aligner autant que possible sur la sublime Allemagne, soit devenir très compétitifs, laissant évidemment de côté toutes

¹ D'après un article de WSI du 21.03.2011

² - <http://www.ft.com/cms/s/0/27181784-53a3-11e0-ad1c-00144feab49a.html#axzz1HObXJMBh>

sans précédent : aucun pays-membre n'a encore quitté la zone euro.

Conclusion

La présente analyse exclusivement limitée au problème de l'endettement de l'Europe du sud et plus précisément au surendettement de la Grèce, propose des solutions possibles qui lui permettrait de sortir de la crise à condition que l'UE et de la zone euro ne se trouvent pas elles-mêmes danger. Mais une telle hypothèse semble infondée, quoique l'incertitude règne en général au sein de l'UE et de la zone euro. Dominique Strauss-Kahn résume pourtant la situation en ces termes : « L'avenir de l'Europe est plus incertain que jamais ». Essayons malgré tout de deviner les transformations probables de l'Europe puisque c'est de celles-ci que dépend, dans une grande mesure, le sort de la Grèce, sachant que l'inverse aussi est vrai. Ce ne sont bien sûr que des prévisions basées néanmoins sur certains indices significatifs. Tous ces scénarios sont construits autour de l'Allemagne qui s'impose en *économie dominante*. Il y a cinq scénarios possibles :

A La dichotomie de l'UE

Le premier scénario prévoit la dichotomie de l'Europe, mais cette fois officiellement et pas tacite comme par le passé. En effet, pendant longtemps, et en dépit du fait que l'UE ait toujours fonctionné à deux vitesses, elle s'est toujours efforcée de soigner son image, donnant l'impression de favoriser l'égalité entre tous les membres, de garantir les mêmes chances à chacun de ses membres, la cohésion et la solidarité au profit de la convergence, etc. C'est l'explosion de la crise du surendettement du sud européen qui a fait tomber les masques et la réalité qui nous est apparue est pour le moins répugnante, menaçante, terrifiante même.

une politique d'austérité à long terme. La baisse des salaires et des retraites a déjà des répercussions néfastes, en Grèce et ailleurs, puisque cette politique d'austérité s'est étendue au reste de l'Europe. Ce qui paraît vraiment inexplicable c'est qu'en dépit des difficultés, l'Europe ne tient pas compte des propositions de John Maynard Keynes, qui pourraient représenter une solution alternative. Bien au contraire, l'Europe cherche le moyen d'alourdir davantage les mesures d'austérité, par l'adoption du nouveau Pacte de Compétitivité. Aux Etats-Unis, les Républicains eux-mêmes, jusqu'à un certain point, ne se montrent pas hostiles à l'adoption de quelques stimulants keynésiens, et en Europe, qui est la patrie de Keynes, on se montre sceptiques à l'égard de ses opinions qui sont considérées comme peu orthodoxes¹. Et pourtant, c'est justement maintenant que nous avons le besoin impérieux d'une politique expansionniste et non point restrictive. Il faudrait ensuite procéder à une redistribution radicale des revenus au bénéfice des plus démunis afin d'encourager la demande, sachant que depuis les années 80, les revenus ont été transférés, à hauteur de 13 unités du PIB, du travail vers le capital². Cette redistribution des revenus a rendu difficile le fonctionnement normal de l'économie, l'incitant à se tourner vers des activités parasites. Il faudrait que le pays mette encore en place et suive méthodiquement une stratégie de renforcement des productions traditionnelles, abandonnées pour l'essentiel, à cause des choix stratégiques de l'UE. Il va sans dire que théoriquement la seule chose qui pourrait actuellement aider d'une manière vraiment efficace au redressement de la Grèce, induit un retour à la monnaie nationale : dévaluation de la valeur extérieure de sa monnaie, politique inflationniste, restrictions des importations. Or, une telle décision est extrêmement risquée et incertaine, et

¹ Voir L. Thomas, IR (2010), "Britain bets boldly on economic core", *International Herald Tribune*, 21.12

² Voir M. Negrepontis-Delivris (2010), *La crise européenne*, Éditions de la Fondation Delivris et Livris, Athènes (en grec)

croissance baisse comparé à celui qui a été initialement prévu¹. Et, en outre, il faudrait tenir compte du fait que tout délai augmente le *haircut*, qui sera finalement inévitable à moins que tout ne finisse par une faillite.

En ce qui concerne la restructuration de la dette combinée avec un *haircut*, on devrait poser sur la table des négociations le fait indéniable que l'Allemagne n'a jamais payé à la Grèce les réparations qu'elle lui devait pour les terribles destructions provoquées pendant l'occupation allemande, ni l'emprunt d'occupation et que ces sommes réévalués à la hausse par les taux d'intérêt depuis, pourraient minimiser ou même éliminer la dette grecque ; on devrait encore se pencher sur le fait que nos créanciers ont déjà reçu une grande partie de notre dette sous forme de taux d'intérêt usuriers et enfin que certaines obligations dans ce *Mémorandum*, sont irrévocablement anti-constitutionnelles, répugnantes et inadmissibles, vu qu'elles concèdent des droits souverains à nos créanciers.

La restructuration pourrait prendre la forme générale suivante : l'UE pourrait échanger les bons de trésor actuels avec des nouveaux bons à travers sa MSE². L'argument le plus décisif pour persuader les créanciers d'accepter une restructuration serait justement la crainte de la faillite de la Grèce.

Mais ce n'est pas la restructuration de la dette à elle seule³ qui va suffire au remboursement de son emprunt, et encore moins au redressement de son économie. Ce dont la Grèce a impérieusement besoin, à l'heure qu'il est, c'est d'une croissance économique plus rapide que celle de la dette. Or, cela est impossible tant que le pays restera sous le régime du *Mémorandum*. Il lui faut à tout prix se libérer du contrôle de la *troïka*, car ce dont le pays a besoin se sont des investissements publics importants et certainement pas

¹ Eurostat

² Voir S. Tong (2011), "Lessons for Greece in earlier crises", *International Herald Tribune*, 26.D4

³ Sans les réparations allemandes

d'échapper à cette troisième invasion allemande qui manquera l'assujettissement de l'Europe, se trouve dans la réaction. Car enfin, si ces plans sont adoptés par le directoire européen, les citoyens du sud de l'Europe, Grecs ou autres, se trouveront tôt ou tard devant le dilemme suivant : serait-il mieux de rester coûte que coûte dans la zone euro, ou d'en sortir ?

B. Les lignes directrices de la politique préconisée pour en sortir

Tandis que les conditions citées plus haut semblent rendre inéluctable la faillite de la Grèce, le seul moyen de l'éviter est d'engager une restructuration de sa dette, en rallongeant le temps de maturité de la dette, en réduisant sensiblement le taux d'intérêt et en opérant un *haircut* d'environ 40%. Bien qu'un nombre considérable d'économistes reconnus sur le plan international soutienne l'idée d'une restructuration comme étant la seule alternative possible pour éviter une catastrophe certaine, l'UE, en accord avec le gouvernement grec, s'y oppose fermement. Ce refus s'explique par la crainte, bien fondée d'ailleurs, d'une propagation aux autres pays sud-européens, et il faut à tout prix en éloigner l'Espagne qui s'en approche dangereusement. Le fait que l'Espagne n'ait pas encore demandé à être renflouée est peut être un argument en faveur de la restructuration de la dette grecque. Il est vrai que s'ils refusaient de restructurer la dette, c'est que le directoire de l'UE et de la BCE essayent de sauver les banques, françaises et allemandes surtout, mais aussi la BCE elle-même, qui se trouvent être les principaux créanciers de la Grèce, et de leur éviter des pertes considérables, surtout dans le cas où le *haircut* serait élevé. Mais, il s'avère de l'autre côté que la politique d'austérité généralisée et illimitée dans le temps, risque d'avoir des conséquences encore plus néfastes, non seulement pour la Grèce, mais aussi pour l'ensemble de la zone euro dont le rythme de

développement.

Evidemment il n'est guère nécessaire de souligner que ce nouveau Pacte de Compétitivité alourdit encore plus la physionomie néolibérale de l'UE-zone d'euro tout en condamnant en même temps l'ensemble de l'Europe à une récession perpétuelle ; et ceci, pour la simple raison que l'UE ne se sent pas le courage de mettre un certain ordre dans les activités de ses banques.

Mme Merkel devrait se montrer, en principe, prête à favoriser une unification européenne plus intense *qui comprendra nécessairement le renflouement du sud européen, mais sous des conditions germaniques*, soit dit dans une nouvelle UE, transformée en une sorte d'*Etats-Unis d'Allemagne*. Dans ce contexte, la réflexion du directeur de la Fondation de recherche allemande Bertelsmann, Joachim Fritz-Vammalle est significative : « le rapprochement récent –de Mme Merkel– vis-à-vis de l'euro fait penser à l'attitude d'un petit animal velu, qui attend d'être dévoré par un gros serpent » mais elle vient de décider que « le *leadership* allemand est quelque chose de positif pour l'euro et aussi pour la politique intérieure » à condition « que ce soient les autres et pas elle qui fassent des concessions »¹.

Appliquer des systèmes passe-partout, greffer des mesures venant d'économies ayant des structures et des problèmes différents n'a jamais réussi dans le passé et n'a jamais pu améliorer la compétitivité peu élevée de l'Europe ni la performance de sa monnaie commune. Une fois de plus, il est très difficile de se montrer optimiste. Par contre, ce qui est certain, c'est que ces programmes allemands vont mettre définitivement à genoux le sud européen, sans aucun espoir de redressement. La dévalorisation répétée des économies et des banques du sud européen par les agences de valorisation démontrent irrévocablement l'inefficacité des mesures européennes visant au renflouement de l'euro et des économies surendettées. Le seul espoir

¹ Voir S. Castle (2011), "Merkel takes page from EU playbook", *International Herald Tribune*, 04.02.

par la Chine et par d'autres économies émergentes. L'Allemagne semble s'être engagée dans une forme moderne de colonisation centrée sur le sud Européen. Celui-ci serait constamment menacé de faillite, à laquelle on devrait faire face par une rigueur sans fin, basée sur la baisse illimitée des salaires. Et puis, le sud européen fournira malgré lui à l'Europe du nord, non seulement des taux d'intérêt élevés pour ses emprunts, aussi de la main-d'œuvre bon marché en concurrence directe avec celle des pays émergents ; qui plus est, cette main-d'œuvre disposera des qualifications dont la riche Europe a besoin. Cette nouvelle inspiration de l'Allemagne peut aussi s'expliquer par les difficultés qu'elle rencontrera dans l'avenir à s'assurer une main-d'œuvre qualifiée, malgré un taux de chômage élevé. En effet, il est prévu que dans les 50 prochaines années la population allemande aura diminué de 17 millions, qu'elle passera donc de 82 actuellement à 65 millions d'habitants, tandis que les restrictions concernant l'acceptation des immigrés venant de Pologne, des Pays Baltes, de Tchéquie et de Slovaquie, ainsi que les rémunérations peu élevées que l'Allemagne offrait pour le travail qualifié l'a privée de la possibilité de renouveler sa population¹. Grâce donc au Pacte de Compétitivité et de tout ce qu'il induit, l'Allemagne espère, même dans ce domaine, se tirer d'affaire.

Il va sans dire que dans ce scénario ténébreux pour les pays endettés de l'Europe, le problème de la croissance économique ne se poserait plus, étant donné que sa mission serait uniquement de subvenir aux besoins du nord. Dans cette conception générale, la Grèce est obligée de vendre précipitamment sa richesse publique pour 50 milliards d'euros, et ce n'est qu'un début. C'est ainsi que le Pacte de Compétitivité va complètement modifier l'UE-zone euro, excluant dans l'avenir tout espoir de convergence entre les plus riches et les plus pauvres de l'Europe. Bien au contraire même, ce nouveau Pacte ne fera qu'augmenter les différences de niveau de

¹ Voir J. Denney (2011), "In Germany, a quandary of labor and timing", *International Herald Tribune*, 5-6.02

refusent la seule solution alternative, inévitable de toute façon, soit la restructuration de la dette. Cette attitude peu raisonnable a besoin d'être expliquée.

Il est bien connu qu'en dépit du fait que la crise de 2007 a été provoquée par le fanatisme des stratégies néolibérales (tout comme le fut d'ailleurs celle de 1929), elles règnent toujours et c'est ainsi que l'Europe se déchire dans une guerre idéologique dont le FMI, mais également l'UE sont ses illustres combattants. C'est pourquoi tout porte à croire que les néolibéraux, qui se sont toujours montrés opposés à toute sorte de protection sur le marché du travail, ainsi qu'à toute intervention en économie, ont vu dans l'endettement de la Grèce l'occasion d'appliquer leurs dogmes. Ils ont donc attaqué les conditions prévalant sur le marché du travail, obligeant le gouvernement grec à abolir, pratiquement en une nuit, les droits des travailleurs qui les protégeaient contre l'exploitation des patrons ; c'est ainsi que le régime du travail a rétrogradé vers ce qu'il était au début du 19^e siècle. En Grèce, il n'existe plus de contrats collectifs, de minimum salarial, d'indemnisation en cas de licenciement, de salaire social ni de protection concernant la durée du travail. La Grèce est un pays trop modeste pour attirer les ambitions universalistes des néolibéraux et il faudrait alors prévoir avec certitude que leur plan concernant les conditions dans le marché du travail va s'étendre tout d'abord dans le sud surendetté de l'Europe, se servant de la Grèce comme banc d'essai, avant de le généraliser dans le reste de l'Europe.

Aux objectifs –pour le moins opaques– de ce *Mémorandum*, il faut ajouter les conséquences attendues par le Pacte de Compétitivité, issu également des problèmes créés par l'endettement du sud Européen et imposé par l'Allemagne. Grâce à ce nouveau Pacte –dont les résultats risquent d'être encore plus négatifs pour les économies moins avancées de l'Europe que ceux du Pacte de Stabilité–, l'Allemagne espère pouvoir s'assurer l'avancée d'une compétitivité élevée, pourtant gravement menacée

annuel des Grecs dépassent la moyenne des pays de l'UE ; que le salaire moyen grec se situe autour de 50% du salaire moyen de la zone euro, et qu'il a baissé d'environ 20% avec les mesures imposées par le FMI, tandis que la productivité par travailleur se situe autour de 90% par rapport à celle de la zone euro.

Mais, en dehors des idées fausses et qui passent pour vraies, le programme du FMI a derrière lui une longue histoire de désastres, qu'il a coutume de semer sur son passage¹. Laissons de côté l'expérience dramatique de l'Afrique, pour nous en tenir aux évolutions récentes du FMI en Europe ; l'Irlande subit déjà un paquet de mesures qui a provoqué une déflation énorme suivie d'une baisse considérable de son PIB et d'une chute de ses dépenses publiques dans tous les domaines, la Lituanie a souffert d'une diminution dramatique de son PIB, en Roumanie même la police a manifesté contre la dégradation de sa rémunération. Et déjà en Grèce, quoique les dégâts de la politique imposée par le FMI soient énormes, avec un chômage de 16% de sa population active, une baisse de son PIB de 6%, une chute affolante des ressources fiscales, une chute verticale de la demande effective, les faillites des petites et moyennes entreprises incontrôlables, des licenciements massifs et une récession qui empire la situation, les responsables excluent tout changement de politique. *Ainsi, l'austérité fait du mal sans pourtant aboutir à des effets positifs.*

On se demande alors pourquoi l'UE, le FMI et la BCE tiennent tant à poursuivre dans ce sens l'application d'un programme à ce point catastrophique et voué à l'échec, en Grèce- et pas seulement- et pourquoi ils

1. Voir April Glaspie (2010) "Greece's debt must be restructured", *Guardian.co.uk*, 17.05

Il est malheureux que les responsables censés traiter le problème de la dette européenne aient complètement oublié la théorie dette-déflation présentée par Irving Fisher il y a de cela environ 80 ans, au moment de la première crise économique mondiale. D'après cette théorie, la diminution des revenus et des ressources fiscales due à une politique d'austérité augmente constamment- et ne diminue pas- la dette ¹.

En supposant que le peuple grec pourrait supporter indéfiniment les durs sacrifices prévus par le *Aktinomenion*, le résultat n'en serait pas meilleur, pour la simple raison que les mesures imposées sont loin d'être appropriées. En effet, un tas d'idées fausses ont inspiré le choix de ses mesures. A titre d'exemple, je me réfère à l'idée qui veut que les exportations grecques- mais aussi celles du reste des économies de l'Europe du sud- connaîtront une augmentation suffisante, grâce à une baisse des salaires et qu'il sera ainsi possible de contrôler la dette. Il est évident que cette hypothèse néglige complètement le fait qu'une part importante des exportations grecques- 43% environ- est concurrencée par la Chine² et d'autres marchés émergents. C'est la même chose avec les idées, toujours fausses, qui dénoncent l'ampleur anormale du secteur public grec, qui disent que les grecs ne travaillent pas assez et qu'ils touchent des salaires exagérément élevés, que la productivité des travailleurs est très basse, etc. La réalité est toute autre : soit que la part du secteur public, mesurée par rapport au pourcentage des fonctionnaires publics dans l'emploi total, ainsi que par le pourcentage de la charge fiscale dans le PIB, n'est pas plus élevée que la moyenne des pays-membres de la zone euro ; que les heures de travail

¹ Voir S. Keen (2010), "Debating victory at half time- Why debt-deflation causes depression", *University of Western Sydney, Australia- east-world economics review*, issue no. 52, P. Krugman: en 2011, l'Europe peut-elle être sauvée?" (2011), *Courrier* No 1056, 27.01-02.2011, extrait de New York

² Source: HCB. Ces estimations se basent sur 72 entreprises qui font la moyenne de la période 2005-08

Carmen Reinhart et de Kenneth Rogoff conclut qu'une économie exposée à une dette supérieure à 90% de son PIB voit sa dette augmenter à un rythme accéléré, alors que son PIB baisse de 1% par an. Le pays en question est ainsi voué à la faillite¹. Le pourcentage de la dette grecque dans son PIB dépassera 160 en 2011. En effet, il apparaît qu'une récession durable, engendrée par les prescriptions à *sans-conditions* du FMI qui, en plus, excluent toute croissance, conduisent à une baisse inévitablement du PIB et, en même temps, fait accroître la dette en termes absolus : 298 euros en 2009, 340 déjà à l'heure actuelle². Aucun pays, endetté comme l'est la Grèce, n'a pu se tirer d'affaire par des sacrifices aussi lourds et durables³. D'autre part tout paiement/remboursement des bonds de trésor est financé par des nouveaux prêts de l'UE, de la BCE et du FMI « C'est comme si les Grecs empruntaient à un usurier de la Mafia pour rembourser un emprunt accordé à leur grand-mère » d'après John Disard⁴. La situation est encore aggravée par la chute des investissements publics qui accélère la baisse du PIB de 1 à 5. Deux faits récents, qui aggravent beaucoup la situation de la Grèce sont également à prendre en considération. Il s'agit en premier lieu de l'évolution récente de l'Europe du sud qui fragilise l'ensemble de ses économies, rendant ainsi illusoire tout espoir d'un prochain retour de la Grèce sur les marchés financiers pour emprunter à un taux d'intérêt acceptable ; il s'agit aussi de la réglementation, exigée par l'Allemagne, suivant laquelle les individus doivent partager les pertes d'une faillite éventuelle ; ladite faillite, prévue pour 2013, sera catastrophique pour les économies les plus faibles de l'UE qui risquent d'être définitivement dévorées par les spéculateurs.

¹ *International Herald Tribune* 5-6.06.2010

² Voir « Debt keeps rising to dizzying heights », *L'Espresso*, 20.05

³ Voir I. Ewing (2011), « Run easy to praise but harder to save » *The International Herald Tribune*, 30.01.

⁴ www.pr/22.11.2010

membres et dans un deuxième temps, aux lignes directrices de la politique préconisée pour en sortir.

A. La "recette passe-partout" du FMI

L'UE, qui n'a pas cherché à résoudre seule le problème de l'endettement de la Grèce d'abord, puis de l'Irlande et du Portugal (l'Espagne, l'Italie, la Belgique vont suivre, et la liste n'est pas finie), a préféré faire appel au FMI. La recette de cet organisme international, qui vise uniquement aux profits des créanciers, est la même pour toutes les économies qui pour leur malheur se trouvent sous son contrôle, qu'elles soient africaines, latino-américaines ou européennes. Une austerité sans limites, qui condamne l'économie en question à une fure récession, sous prétexte que la diminution des coûts finira par augmenter sa compétitivité, laquelle à son tour augmentera ses exportations et *tout finira bien!* Issue d'un néolibéralisme fanatique, cette stratégie a répandu le désastre partout sur son passage. Et cette stratégie, au sein de la zone euro, s'accompagne d'une dévaluation interne –étant donné que la dévaluation de la valeur extérieure de la monnaie est exclue– par la diminution des salaires.

Quoique les problèmes du Sud de l'Europe, s'agissant de son endettement sont, globalement comparables, je vais me limiter au cas de la Grèce.

Ce qui est à craindre avec le *Mémorandum* (le plan de soutien financier sous forme de prêt) entre l'UE et la Grèce, n'est pas seulement le fait que les objectifs et les conditions sont très durs, mais surtout qu'ils sont irréalisables. En effet, les conclusions d'un certain nombre d'économistes parmi les plus illustres sont définitives¹ : entre autres études, celle récente de

¹A titre d'exemple, citons Paul Krugman, Nuriel Roubini, Carl Weinberg, Joseph Akerman, Jean-Paul Fitoussi, Cinzia Alcidi, Kenneth Rogoff, Wolfgang Münchau, Thomas Mayer.

voyaient leurs salaires diminuer, et diminuer aussi la part du travail dans le PIB, tandis que les banquiers – acteurs principaux de la crise de 2007- étaient récompensés avec des profits élevés. Ainsi *Goldman Sachs*, qui a annoncé en 2009 des profits d'un montant de 13,4 millions de dollars sur la base d'un revenu de 45,2 millions de dollars et s'est réservée 16,2 millions de dollars de bonus, soit dit un montant supérieur de 50% à celui de 2008¹. Aussi, *Citi*, a-t-elle réalisé des profits avant imposition s'élevant à 27,7 millions de dollars, tandis qu'elle s'appête à distribuer un bonus d'une valeur totale de 11,9 millions à son président et à son directeur général. D'autre part, au niveau mondial, le sauvetage des banques, au moment de la crise de 2007 a coûté 11.400 milliards de dollars c'est-à-dire 1.676 dollars pour chaque habitant de la planète². *Conséquence logique, la surendettement des gouvernements nationaux, victimes des marchés débouclés, qui n'ont plus les moyens de faire face à leur dette et à leur déficit*. Il s'ensuit que le soutien des banques, indispensable dans la plupart des cas, aurait dû s'accompagner d'une contrepartie, telle que faciliter les emprunts, l'intervention de l'Etat dans leurs décisions et activités et aussi, si cela s'avérait nécessaire, être nationalisées, comme en Islande. Sous ces conditions, le fait que les banques refusent d'envisager la possibilité d'une restructuration de la dette de la Grèce, ce qui offrirait un certain soulagement à la population, dont les conditions de vie sont devenues inhumaines, la seule solution au problème, est vraiment incompréhensible.

II. Les conséquences de l'endettement

Dans cette seconde partie de mon rapport je vais me référer tout d'abord à la politique choisie par l'UE pour faire face à l'endettement de ses pays-

¹ Voir G. Bourley (2010), "Goldman tries to shove off criticism of bonuses" *International Herald Tribune*, 02

² Voir Fr. Louzon (2010), "Et si on fermait la Bourse..." *Monde Diplomatique*, Février

était devenue excessive, compte tenu des grandes inégalités dans la répartition des revenus, mais aussi des déséquilibres internationaux, notamment dans le domaine des balances commerciales¹. Avec un taux d'intérêt d'un niveau à peu près identique dans tous les pays membres de la zone euro, mais combinés à des rythmes d'inflation considérablement différents, soit beaucoup plus élevés en Europe du sud qu'en Europe du nord, l'endettement des premiers était en effet inévitable. A titre d'exemple, notons que le niveau moyen des prix en Grèce était de 100 en 1997 et de 146,4 en 2009, tandis qu'il n'était que de 119,2² en Allemagne. Il va sans dire que le surendettement des pays en voie de développement, dont la compétitivité reculait sans cesse, s'est fait au bénéfice des économies suffisamment évoluées, parce que celles-ci, comme elles ne pouvaient diminuer leurs déficits commerciaux, augmentaient leurs exportations grâce à une baisse de leur taux d'intérêt. Il s'avère donc que le surendettement de l'Europe du sud n'est pas un symptôme, mais plutôt un sous-produit de la politique néolibérale ; cette politique néolibérale a catégoriquement rejeté la proposition de Keynes³ pour une taxe sur les excédents commerciaux et de cette façon tout le fardeau retombait sur les économies moins développées, qui se retrouvent au pied du mur et recourent à une baisse des salaires réels.

d. Le sauvetage des banques

La décision des gouvernements nationaux de soutenir leurs banques, menacées de faillite, a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la crise. Le soutien ou encore le sauvetage des banques, qui dans beaucoup de cas a exigé des sommes colossales, a provoqué la colère des contribuables, qui

¹ Je me réfère surtout à l'immense excédent de la Chine mais aussi de l'Allemagne

² «Comment la zone euro en est-elle arrivée là?» (2010), *Alternatives Economiques*, N° 289, Mars

³ Voir John Maynard Keynes: "Fighting for Britain 1937-1946", Macmillan 2000

l'UE, ce qui dément un des nombreux mythes sur la Grèce fort répandu, d'après lequel le secteur public grec est excessivement vaste¹. Il apparaît en effet que les impôts directs en Grèce ne représentent que 7,7% de son PIB contre 13,1% dans les autres pays de l'UE des 27². Or, le gros des mesures imposées en Grèce se base actuellement sur cette idée, totalement fautive. Par ailleurs, tout au long de la dernière décennie, en dépit de la fraude galopante, estimée à plus de 30 milliards d'euros pour l'année 2010³, la charge fiscale sur les revenus élevés est passée de 45 à 40%. Autre phénomène dont la Grèce n'a pas le privilège, les riches se débrouillent toujours pour ne pas payer d'impôts⁴.

Le problème impérieux de la Grèce n'est pas tant le besoin de réduire les dépenses publiques, mais d'augmenter les recettes fiscales. Le programme de renflouement de la Grèce, nommé « Minimosion », a un résultat totalement contraire: la politique d'austérité particulièrement sauvage aboutit à une profonde récession, et l'effondrement des ressources fiscales est inévitable.

c. La fixation du taux d'intérêt à un niveau bas⁵

Selon l'hypothèse totalement surréaliste des néolibéraux, d'après laquelle les risques sont négligeables ou même inexistent car les marchés s'autoréguleraient, le taux d'intérêt a été maintenu à un niveau très bas; c'est ainsi que les emprunts des gouvernements et les emprunts privés ont été encouragés. Les taux d'intérêt étaient d'ailleurs si bas que l'offre d'épargne

¹ *Alternatives Économiques*, Hors Série : « Les chiffres de l'économie 2010s : la charge fiscale au Danemark est de 48,9% de son PIB, en France de 43,5%, en Espagne de 36,8% et en Grèce de seulement 31,6% ».

² « Taxer les riches, c'est bon pour la croissance » (2010), *Courrier International*, N° 1029, 22-28.7

³ Union des Employés (GSEE)

⁴ Voir I. Diam (2011), « Les enfants gâtés », *Marianne*, 26.02-04.03

⁵ « Fixing Europe's single currency » *The Economist*, 25.09.2010

Ajoutons encore que c'est le nord, c'est-à-dire les pays riches, qui a appliqué dès le début, avec le Pacte de Stabilité, un système à la carte¹, particulièrement nuisible en soi aux économies les moins avancées ; en d'autres termes, le Pacte était appliqué à la convenance du nord, et si sa croissance ne suivait pas, il s'abstenait pendant de longues périodes. L'Europe du sud, quant à elle, était tenue de le respecter au pied de la lettre et sans conditions, contrainte de porter le poids de ses effets catastrophiques.

B. Certains choix dangereux des politiques européennes

L'UE a adopté des politiques qui n'ont fait qu'aggraver l'endettement des économies européennes et surtout celles du sud de l'Europe dont voici quelques exemples :

a. Le processus de diminution de la charge fiscale

Il est important de souligner que le problème du surendettement² de la Grèce est essentiellement dû à l'insuffisance des ressources publiques et moins à des dépenses excessives. En effet, cette tendance mondiale à diminuer les impôts a de graves répercussions³. Est-ce la peine d'ajouter que la diminution des impôts, d'abord introduite aux EU par le Président Bush, est le fait d'une des multiples exigences des néolibéraux ? Elle vise à minimiser l'intervention de l'Etat dans l'économie, enrichit les plus riches et rend les pauvres encore plus pauvres⁴. Je vais néanmoins me limiter au cas de la Grèce et faire ressortir de quelle manière son endettement s'est à ce point aggravé. Tout d'abord, précisons que le pourcentage de la charge fiscale dans son PIB place la Grèce en queue des 26 autres pays membres de

¹ Voir, M. Negreponi-Delivranis (2004), *Le sort de l'euro après l'achèvement du Pacte de Stabilité*, Editions de la Fondation Delivranis et de Konilia Sfikieraki, Thessalonique (en grec)

² Et très probablement du reste des pays européens endettés

³ www.cultra.org

⁴ Interview de Paul Krugman dans la Revue *Alternatives Economiques*, 10/2008 et H. Kempf dans *Comment les riches détruisent la planète*, Editions Seuil, 2007, p. 64-5 voir *Alternatives Economiques*, 9/2008

Les dettes et les déficits de la Grèce et des autres économies du sud de l'Europe s'accumulaient, et le directoire de l'UE ne réagissait pas. Et il ne pouvait pas ne pas être au courant. Il n'intervenait pas car, comme il a été remarqué après coup « les économies de l'Europe du nord réalisaient des exportations importantes vers ces pays endettés de la périphérie, et ne voulaient pas les interrompre ». On sait que pendant les onze années qui ont précédé la crise de sa dette, l'Allemagne et la France faisaient constamment pression sur la Grèce pour y importer du matériel de guerre, même quand elle n'en avait pas besoin, et dont le coût est estimé à 7,5 milliards¹ d'euros.

Mais la Grèce était confrontée à un autre problème encore, et pas des moindres : l'inégalité grandissante des revenus, due en grande partie au Pacte de Stabilité. Cette inégalité a eu pour effet, premièrement, par la compression de la demande intérieure, de faire progressivement disparaître une grande part de la production traditionnelle, étant donné que la classe pauvre, mais aussi dans une certaine mesure la classe moyenne, limitent leur demande de consommation depuis que leurs revenus ont baissé ; deuxièmement, de concentrer toujours plus les revenus dans des mains de moins en moins nombreuses, dans les mains des oligarchies², mais doit aussi faire face à un taux d'inflation supérieur dans la périphérie européenne par rapport à celui de l'Allemagne. Ces facteurs gonflent continuellement les importations dans la périphérie de l'Europe, ce sont ces importations qui se substituent progressivement à la production nationale, tout en augmentant le pourcentage des produits de luxe et de demi-luxe dans la consommation totale. Ainsi nous avons des effets qui restreignent et en même temps désorientent la production nationale et les exportations.

¹ M. Pollatos (2010), « Les années à 7,5 milliards d'euros, qui ont fait couler la Grèce »
Journal Prota Thema, 17.10

² Voir A. Cotta (2011), *Le règne des oligarchies*, Editions Plon, Paris

être justement une des conséquences du modèle allemand de développement.

c. La création prématurée et sans base solide de l'euro

D'autre part, la création de l'euro a, entre autres, transformé la convergence promise par le Pacte de Maastricht en rythme de croissance de l'Europe du sud plus rapide, comparé à ceux de l'Europe du nord. Or, c'est cette différence qui est à l'origine de l'explosion de l'excédent commercial allemand mais aussi du déficit commercial de l'Europe du sud. Il faut noter que la consolidation de l'excédent allemand a été rendue possible par la chute radicale de son coût du travail, continu depuis 1998. En effet, l'accroissement de la productivité en Allemagne a eu comme contrepartie une chute du coût par unité produite dans l'industrie de 100 en 1998 à 85 en 2008¹. C'est ainsi qu'a commencé et continué la succion de l'Europe du sud par le nord et surtout par l'Allemagne. Au bout du compte, l'excédent de l'Allemagne a fait disparaître la compétitivité de l'Europe du sud et notamment de la Grèce. Ainsi, les économies de l'Europe du sud n'ont cessé de créer des déficits, qui dépassaient de loin ceux permis par le Pacte de Stabilité. Mais le taux d'intérêt particulièrement bas avec lequel ces économies pouvaient emprunter à la BCE a jeté un voile sur le danger que leur faisait encourir ces évolutions malades; ainsi, les économies déficitaires, la Grèce étant le parfait exemple, n'étaient guère pressées de diminuer leur déficit. La faillite de Lehman Brothers a provoqué une grande panique au sein de l'UE et les ministres des pays-membres ont cru nécessaire de procéder à des mesures collectives afin d'éviter d'encourir le même danger dans l'avenir. Or, l'Allemagne a rejeté la proposition, prétextant que « chaque pays devrait être responsable de ses banques »².

¹ B2. A. Papiery (2010), « Economie Zone Euro de la convergence à l'écèlement », *Alternatives Economiques*, n° 295, Octobre

² G. Soros (2010), "The Euro and the Crisis", *The New York Review*, 19.08

11% de son PIB, le Portugal 10,31% et l'Irlande 2,94%¹. Ajoutons encore qu'en 2009 la valeur des importations grecques provenant d'Allemagne a été de 6,1 milliards d'euros, tandis que les exportations de la Grèce vers l'Allemagne ne représentaient que 1,7 milliard d'euros. Je tiens encore à mentionner un indice caractéristique qui mesure le degré de compétitivité d'un pays, soit la part de ses exportations dans les exportations mondiales. Pour la Grèce, il était de 0,23% en 1990 pour ne plus représenter que 0,16% en 2008².

Outre la difficulté que représente pour une économie l'ouverture au commerce extérieur avant d'avoir terminé son développement –dans le sens kaldorien³– dans le but d'atteindre un degré de compétitivité suffisant, la crise actuelle a mis en évidence le danger d'une désorientation fatale de sa production. En effet, la facilité avec laquelle ces économies peuvent se procurer n'importe quel produit, par le biais des importations en provenance de pays suffisamment avancés, rend difficile la création de nouvelles branches productives ou même la survie des branches existantes, dans le cas où celles-ci ne sont pas encore suffisamment compétitives. C'est justement le cas de la Grèce, dont l'indice de dépendance aux importations ne cesse de croître.

Or, cet aspect du déséquilibre, quoique très grave, et concernant les échanges commerciaux, a été complètement laissé de côté par l'UE. On ne peut alors que partager l'opinion de l'économiste Till Van Treek⁴ pour qui la raison principale pour laquelle les spéculateurs ont été attirés en Grèce et aussi par les autres pays faibles du sud de l'Europe n'était pas tellement leurs dettes et déficits élevés, mais leur déficit commercial, qui se trouve

¹ Données Eurostat 2009

² Voir T. Fotopoulos (2010), «Deux mondes dans la Grèce contemporaine», *Elaftherosypis*, 11.09 (en grec)

³ R. N. Kaldor (1960), « Causes of slow rate of growth of the United Kingdom », an inaugural lecture, Cambridge, Cambridge University Press

⁴ «Victoire à la Pyrrhus» (2010), *Le Monde Diplomatique*, Octobre

produite, tandis que des miracles comme par exemple celui de l'Irlande, ont vite été suivis du désespoir. On voit aussi que 30 ans après, les écarts initiaux entre pays avancés et moins évolués restent inchangés : soit dit l'Allemagne qui était l'économie la plus puissante au moment de son adhésion à la Communauté Européenne l'est toujours, tandis que la Grèce qui était alors l'économie la plus faible, n'a pas changé de rang depuis¹.

Aux choix des politiques de l'UE qui ont eu pour effet la persistance des faiblesses initiales des économies moins évoluées, il faut aussi ajouter la création prématurée de l'euro. L'euro n'ayant jamais été soutenu par un gouvernement souverain n'était pas viable sans le Pacte de Stabilité. Sur la base de ce Pacte, la stabilité, monétaire uniquement, fut jugée suffisante et capable d'assurer un rythme de croissance rapide à tous les membres de l'Union. Or, la réalité s'est avérée complètement différente : les économies européennes sont obligées de fonctionner dans un univers constamment déflationniste et sous le joug d'un régime d'austérité sans fin ; un taux de chômage élevé et permanent, que la croissance anémique de l'UE n'a pas été capable d'endiguer, s'y est installé.

b. L'exploitation des pays les plus faibles par les plus puissants

Dans un tel contexte, les économies les plus puissantes ont inévitablement entrepris d'exploiter les économies les plus faibles. Ainsi, l'excédent commercial de l'Allemagne, en 2009, s'élevait à 122,4 milliards² d'euros, et cet excédent a eu forcément comme contrepartie d'énormes déficits commerciaux dans le cas de trois pays, actuellement sous le MES : la Grèce

¹ Voir B. Balassa, (1961). *The theory of economic integration*, Allen and Unwin, Londres, p. 772, F. Perroux, *L'Europe sans rivages*, PUF, Paris pp.782-3, G. Myrdal, (1958), *Une économie internationale*, traduction française PUF, Paris 1958, p.11, et M. Byr, (1965), *Problèmes économiques européens*, éd. par G.D. de Berris, Cujas, Paris 1970, p.19

² "Vers une Europe des pauvres", dans le journal *Elaphorotypia*, 23.06.2010

n'avaient pas été aussi mal conçues, le problème de l'endettement ne serait quand même posé, et d'une façon tout aussi douloureuse ; ceci, parce que ces mesures ont gravement limité la reprise économique. Malheureusement, cette précipitation, cette panique autour de la dette et des déficits publics, qui, d'une façon ou d'une autre, devaient être déjà connue par le directoire de l'UE, découle de préjugés idéologiques. En effet, d'après les néolibéraux, les dettes et les déficits publics sont inacceptables et doivent à tout prix être résorbés dans les plus brefs délais. Cette extrême sévérité des néolibéraux à l'égard des déficits publics ne tient jamais compte de la nécessité de mettre aussi de l'ordre dans la débâcle incontrôlable des marchés, même si c'est cette débâcle qui est la cause des déséquilibres dangereux.

Il va sans dire que les déficits et les dettes doivent être affrontés. Mais pas dans la panique et l'urgence, au risque de mettre en danger le bien-être de nations entières, l'Etat Providence ou la qualité de l'enseignement public.

Maintenant que trois économies européennes se trouvent sous le contrôle du FMI, de cet organisme international qui se soucie uniquement des créanciers au mépris des peuples sur lesquels il a la mainmise, il serait utile d'essayer de comprendre pourquoi l'UE s'est crue obligée d'avoir recours au FMI et de provoquer ce désastre.

Je vais, ici, me référer brièvement à certaines causes qui ont créé ou simplement encouragé l'endettement du sud de l'Europe.

A. Les bases problématiques de la création de l'UE et de la zone euro

a. La coexistence dans l'UE d'économies avancées et d'autres en voie de développement

Les grosses difficultés ont en réalité commencé à cause de la coexistence, dans la même union économique, de pays ayant de grands écarts de développement entre eux. La convergence promise qui, d'après les néolibéraux, devait se réaliser automatiquement, ne s'est jamais

énormes aux spéculateurs, c'est-à-dire aux plus grandes banques de la planète. Sans aucunement perdre de vue les responsabilités énormes des gouvernements successifs qui furent au pouvoir ces quinze dernières années en Grèce, qui ont gonflé les dépenses et fait chuté les ressources publiques, fermant les yeux sur la corruption galopante de l'administration publique¹, je vais m'efforcer, dans ce rapport, de mettre en lumière certains aspects du problème, trop rarement évoqués, bien qu'ils aient largement contribué à l'endettement du sud de l'Europe, et particulièrement celui de la Grèce.

Dans une première partie, je vais essayer de montrer à quel point la politique poursuivie par l'UE et la zone euro, a pesé sur l'endettement de la Grèce ; et puis dans une seconde partie les mesures imposées par la « troïka »² pour faire face aux déficits et à la dette, ainsi que leurs répercussions seront analysées. Enfin, dans la conclusion générale il y sera question de l'avenir de l'UE et de l'euro.

Partie I. Les origines de l'endettement

Comme cela s'est avéré par la suite, une fois la panique à peu près maîtrisée en Grèce, la crise de la dette et des déficits s'est étendue au-delà de ses frontières, au reste du sud de l'Europe ; il s'agit avant tout d'une des conséquences néfastes de la grande crise mondiale de 2007. En effet, jusqu'à la veille du déclenchement de la crise, l'ensemble des déficits publics de la zone euro ne dépassait pas 0,6% de son PIB et 0,8 de celui de l'UE, tandis que deux ans plus tard ces mêmes taux s'élevaient respectivement à 6,3 et 6,8%³. Il est par conséquent très probable que si ces mesures n'avaient pas été appliquées aussi prématurément et si elles

¹ Aidée, tout de même, de façon considérable par des grandes entreprises étrangères et tout particulièrement par la Siemens allemande

² =FMI+BCR+UE

³Voir L. Cordouani (2010), "La rigueur qu'il nous faut", *Le Monde Diplomatique*, Septembre

LE PROBLEME DE LA DETTE EN EUROPE DU SUD *(ses causes et ses effets)*

Maria Negreponi-Delivani

Introduction

Après l'effondrement de presque l'ensemble du sud de l'Europe, pliant sous le poids terrible de ses dettes, toutes les accusations du début de la crise, qui faisaient de la Grèce – jugée dépendante et irresponsable – le mouton noir de l'UE, et qui la voulaient responsable de l'instabilité de l'euro, se sont avérées simplistes.

En effet, la façon dont l'UE a traité le problème de l'endettement de la Grèce suscite beaucoup d'interrogations, qui concernent non seulement son aptitude à contrôler des crises, mais aussi le fait qu'elle s'en soit servi pour imposer des mesures économiques difficilement acceptables autrement.

Rappelons tout d'abord qu'à l'annonce du problème de l'endettement grec, tombée comme une bombe, le temps de décision a été extrêmement long avant de décider des mesures à prendre pour faire face à la situation. Les responsables de l'UE se sont montrés perplexes et pas du tout décidés à s'engager dans des mesures appropriées qui pourraient renflouer la Grèce. D'après les déclarations officielles, l'UE est intervenue non pas pour sauver la Grèce, mais pour sauver l'euro. Cette position s'est, en fin de compte avérée être une aubaine pour les spéculateurs du monde entier qui se sont jetés sur la Grèce pour l'exploiter, faisant ainsi monter en flèche les *springs*. Ainsi, lorsque l'UE s'est enfin résolue à créer le MES, le dotant de 750 milliards d'Euros, il était déjà trop tard pour tranquilliser les marchés; en effet, n'ayant aucun plan de coordination et de planification cohérent, l'UE a assuré, aux dépens bien sûr de la Grèce, des profits